

FORMATION Le ministre des affaires étrangères présente en exclusivité pour «La Croix» la réorientation de la politique de la France pour attirer des étudiants étrangers de haut niveau

«Nous devons combiner rayonnement et attractivité»

ENTRETIEN

Philippe Douste-Blazy
Ministre
des affaires étrangères

Vous allez annoncer aujourd'hui un plan de relance du français dans le monde. Y a-t-il urgence?

Philippe Douste-Blazy: Oui, car la mondialisation exige de la France qu'elle sache combiner rayonnement et attractivité. Dans cette stratégie, la langue a un rôle très important à jouer, parce qu'elle est un vecteur de culture, mais aussi parce qu'elle reflète le dynamisme des forces vives d'un pays, sa capacité à créer, à produire, à innover. Nous devons agir au niveau des jeunes générations. Quels sont les atouts d'un pays? C'est sa jeunesse, qu'il faut amener à se fertiliser mutuellement avec celle des autres pays du monde. Prenez l'exemple des États-Unis. De nombreuses élites du monde entier envoient leurs enfants dans les universités américaines. Ces jeunes se connaissent entre eux, vivent une sorte de fraternité universitaire. Cela crée des solidarités qui perdurent lorsque ces jeunes deviennent des cadres dirigeants. C'est ce que nous devons faire en France. Mais si nous ne sommes pas présents au niveau du lycée, du collège, voire de l'école primaire, pour diffuser le français, pour quoi voulez-vous qu'un Égyptien, un Russe ou un Chinois choisissent notre pays à 18 ans pour faire une

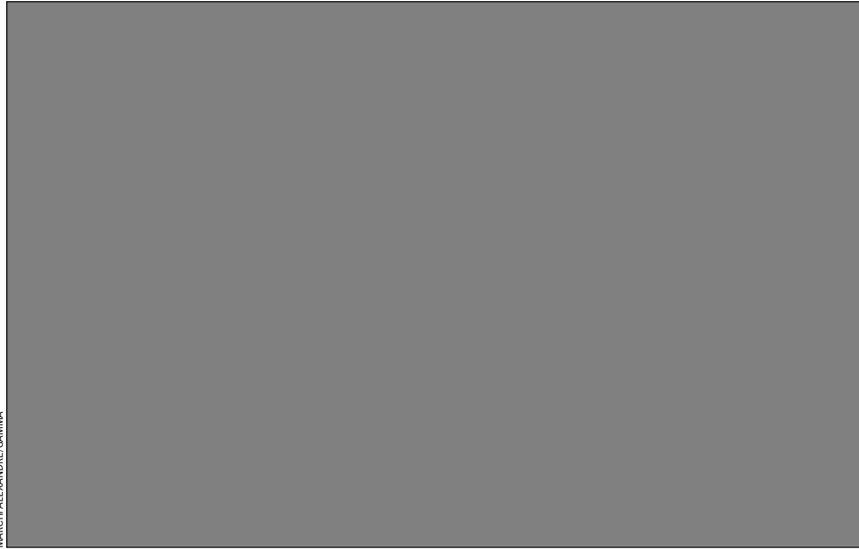
«Le nombre d'étudiants étrangers en France a crû de 60 % en six ans, pour atteindre aujourd'hui le chiffre de 250 000.»

école de commerce ou aller à l'université à Paris, Lille ou Toulouse? C'est pourquoi j'ai souhaité lancer la construction de nouveaux lycées français, grâce au partenariat public-privé. Les six premières opérations démarrent au Caire, à Moscou, à Munich, à Madrid, à Londres et à Tokyo. D'autres sont en préparation.

Est-ce que la France a les moyens d'une politique globale?

Il faut trouver les financements. C'est une priorité. Or, le contrat de partenariat public-privé est un des moyens de modernisation de notre société, l'une des réussites de ce quinquennat. En la circonstance, il permet à l'État de confier à des établissements bancaires, la Caisse des dépôts ou des organismes immobiliers, la mission de concevoir, financer, construire et gérer des ouvrages ou des équipements et services concourant aux missions de service public dans un cadre de longue durée et contre un paiement étalé dans le temps. En l'occurrence, l'État sera d'abord locataire puis propriétaire de ces lycées au bout de vingt-cinq ou trente ans. Les marchés seront attribués sur appel d'offres. Cette possibilité nous permet de changer de rythme et de perspective. Car nous sommes pressés et ne pouvons plus attendre.

En 2006, 83 millions d'euros vont être alloués à l'entretien, la rénovation et la construction de lycées français, alors que la moyenne des



Philippe Douste-Blazy: «J'ai souhaité lancer la construction de nouveaux lycées français, grâce au partenariat public-privé. Les six premières opérations démarrent au Caire, à Moscou, à Munich, à Madrid, à Londres et à Tokyo.»

années précédentes était de 10 millions d'euros! Par ailleurs, 9 millions d'euros vont être consacrés à de nouvelles actions en faveur de l'enseignement du français. Nous visons la formation sur trois ans de 10 000 professeurs de français à travers le monde, notamment en Asie ou au Brésil. Au Maghreb, nous allons soutenir la création d'instituts de formation des enseignants de français.

Le Maghreb représente-t-il un enjeu particulier?

Le Maghreb est une chance pour la France. Voilà 110 millions de personnes qui, tout en étant sur un autre continent, sont proches de nous et parlent le français. Encore faut-il que nous soyons présents et actifs, et que nous considérons ces pays comme des partenaires égaux et non comme acquis.

Un autre enjeu pour la France est d'attirer les étudiants étrangers. N'est-elle pas un peu piégée par sa défense de la francophonie lorsqu'elle cherche à faire venir notamment les Asiatiques?

Le nombre d'étudiants étrangers en France a crû de 60 % en six ans, pour atteindre aujourd'hui le chif-

fre de 250 000. Il s'agit désormais de se placer dans une perspective qualitative et d'attirer aussi des étudiants non francophones.

Dans ce domaine, nous allons créer une agence pour la mobilité universitaire, qui s'appellera Campus France, qui va reprendre les missions exercées jusqu'ici par Égide et Édufrance, deux organismes respectivement chargés de la gestion des bourses du gouvernement français et de la promotion de l'enseignement supérieur français à l'étranger. Nous allons aussi développer les centres pour les études en France, sorte de guichet unique qui joue un rôle de conseil et d'aiguillage pour les étudiants étrangers qui souhaitent poursuivre leurs études supérieures en France. Nous avons testé ce dispositif en Chine, dans les trois pays du Maghreb, au Sénégal et au Vietnam. Nous allons l'étendre d'ici janvier 2007 à quatorze autres pays (1). Toute cette évolution se fait en relation étroite avec le Centre national des œuvres universitaires et scolaires (Cnous) qui accueille les boursiers du gouvernement français, et ceux

des États étrangers et des organismes internationaux.

La création de ces guichets uniques à l'étranger apparaît comme un pendant de «l'immigration choisie» prônée par Nicolas Sarkozy. Ne vise-t-elle pas à accroître la sélection des étudiants?

Il s'agit, en examinant les projets d'études présentés par les candidats, de s'assurer qu'ils sont crédibles ou qu'ils ne sont pas voués à l'échec. Mais, dans le même temps, nous sommes soucieux de ne pas provoquer une paupérisation des élites de ces pays. Nous voulons créer des ponts entre nos jeunes et ceux d'autres pays. L'objectif est bien que les étudiants étrangers qui viendront en France rentrent ensuite chez eux, ayant créé de forts liens avec notre pays.

Qu'en est-il de l'Europe de l'Est? Est-ce que la francophonie n'a pas raté le virage de l'élargissement de l'Union européenne, les élites de ces nouveaux États membres étant très anglophones?

Détrompez-vous, c'est le contraire qui se passe! En Slovaquie par exemple, PSA est en train d'achever une importante usine.

Des formations ont été organisées par l'ambassade et par Peugeot. De fait, le nombre de Slovaques parlant le français a augmenté de 10 % en cinq ans. Ce n'est pas un cas isolé. Nos entreprises sont également très dynamiques en République tchèque ou en Pologne. Et ce qu'il faut bien expliquer, c'est que quand Peugeot ouvre une usine en Slovaquie, non seulement celle de Sochaux ne ferme pas, mais elle s'agrandit.

Mais dans les institutions européennes, le français est une langue de travail beaucoup moins utilisée qu'il y a dix ans. Comment enrayer cette tendance?

Il faut préparer l'avenir, au niveau des jeunes. On a intérêt à avoir des accords européens intergouvernementaux pour que deux ou trois langues vivantes soient enseignées au collège.

Ministre des affaires étrangères, vous œuvrez à un moment où la France donne le sentiment d'être en panne. Est-ce un handicap dans vos actions?

Il faut arrêter avec le «déclinisme» ambiant! La semaine dernière, il y a eu un vote aux Nations unies pour désigner les membres du nouveau Conseil des droits de l'homme. La France, avec l'Allemagne, est le pays qui a obtenu le plus de voix!

Mais il y a eu l'échec du référendum européen, la crise des banlieues et de l'intégration, la crise du CPE, l'affaire Clearstream...

Le magazine américain *Time* vient de faire un bilan positif des réformes en France. Les chiffres des exportations, de la croissance, de l'emploi sont bons. Il faut certes continuer à améliorer notre système, mais la France garde une place respectée. Prenez la question du choc des civilisations: la position du président Chirac sur le refus de ce qu'il appelle le choc des ignorances est une idée très soutenue dans le monde, soulignant la place particulière de la France, parfois critiquée, toujours respectée.

**RECUEILLI PAR
JEAN-CHRISTOPHE PLOQUIN**

(1) Brésil, Cameroun, Canada, Colombie, Corée du Sud, États-Unis d'Amérique, Gabon, Inde, Liban, Madagascar, Mexique, Russie, Syrie, Turquie.

► Renforcer la diffusion de la vision française du monde, en associant plus les entreprises

La culture, l'éducation et l'aide au développement, trois sphères d'influence

La France réorganise ses instruments d'influence à travers le monde. Ce matin, le ministre des affaires étrangères, Philippe Douste-Blazy, va présenter plusieurs projets dans les domaines de la culture, de l'éducation et de l'aide au développement. Deux objectifs soutiennent cette mutation: diffuser la vision française du monde et créer davantage de synergies avec les entreprises, perçues comme des acteurs importants en matière de formation, de recrutement et de solidarité internationale. Voici les principaux points de ce plan de relance.

La création de CulturesFrance. Une agence va être créée pour

devenir le nouvel opérateur international d'échanges culturels de l'État. CulturesFrance sera issue de la fusion de l'Association française d'action artistique, qui promeut la culture française contemporaine à l'étranger – elle a été l'opérateur de l'Année de la Chine (2004) et de l'Année du Brésil (2005) en France, ainsi que de l'Année de la France en Chine –, et de l'Association pour la diffusion de la pensée française, qui diffuse des ouvrages dans le monde.

La création de Campus France. Pour attirer les étudiants étrangers et simplifier le dispositif d'accueil français, une agence, Campus France, va être créée (lire ci-dessus). Elle permettra de cibler les

candidats jugés intéressants et d'éviter aux étudiants retenus de se perdre dans les procédures. Campus France sera leur premier contact et assurera l'interface avec les établissements d'enseignement concernés, puis avec les autorités consulaires.

La relance du français. L'enseignement du français est aujourd'hui présent dans 130 pays avec 430 établissements homologués par le ministère de l'éducation nationale. Ceux-ci accueillent plus de 235 000 élèves, dont 44 % de Français. Les effectifs ont augmenté de 10 % en quinze ans. Le plan de relance du français passe par de nouvelles aides à la formation et par l'extension du parc

des lycées français (lire ci-dessus). Projet phare: la construction à Dakar d'un lycée de 20 000 m² qui accueillera 2 400 élèves, du jamais vu depuis trente ans.

L'Alliance pour le développement. L'État veut encourager l'aide privée au développement; l'Alliance vise à rassembler des entreprises, des établissements publics de recherche et l'Agence française pour le développement. L'Institut Pasteur, Veolia environnement et Sanofi-Aventis ont déjà décidé de s'engager sur des projets pilotes à Madagascar (santé, eau et assainissement), au Niger (hygiène en milieu scolaire) et au Vietnam (lutte contre la dengue).

J.-C. P.